

**EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**Session Ordinaire De Mai 2024**

**Délibération**

N° CC/2024/05/104

L'an deux mil vingt-quatre, le trente mai, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Basse-Terre s'est réuni à la salle de délibérations de la mairie de Petit-Bourg sous la présidence de Guy Losbar Président,

**Présents :** Guy LOSBAR - Adrien BARON - Ferdy LOUISY - Camille ELISABETH - Nestor LUCE - Fauvert SAVAN - Ephrem GLORIEUX - Daniel PETRIS - Yolande BOURGUIGNON - Roselise FAMIBELLE - Patricia ELUSUE - Ketty DELVER - Jacqueline LOLIA - Magalie SALIBUR - Clara RIGAH - Cynthia CHAPOULIE - Jean-Paul TRIVIAUX-FRENET - Ginette VEROIX - Joël HILAIRE - Jeanny MARC-MATHIASIN - Edmée MAURIELLO - Henri JOTHAM - Henri YACOU - Gilbert ROUYARD - Jocelyne UNIMON

Acte rendu exécutoire  
- après transmission  
en préfecture le

**Procurations :** Laura GUEPPOIS représentée par Jacqueline LOLIA - Annick ABELA représentée par Patricia ELUSUE

**17 JUIN 2024**

**Absents excusés :** Philippe MORVAN – Philippe DEZAC

**Absents :** Bernard ABDOUL MANINROUDINE - Rémy SENNEVILLE - Josy ALEXIS - Sylvie DAGONIA - Jocelyn SAPOTILLE - Liliane MAXIMIN-BAJAZET - Line LAGUERRE - Benjamin GRACCHUS - Didier MARICEL - Augustin KANCEL - Christian JEAN-CHARLES - Philippe DEZAC - Bruno FELICIANNE - David NEBOR

- publication sur le site  
Internet ou notification,

**Votants :** 27

**Secrétaire de séance :** Magalie SALIBUR

**17 JUIN 2024**

**CONVENTION AVEC L'ECO ORGANISME ECOLOGIC FILIERE  
ARTICLE BRICOLAGE JARDINAGE THERMIQUE (ABJ)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2010-1683/AD/II/2 du 30 décembre 2010 portant extension du périmètre et transformation de la CCNBT en Communauté

Sainte-Rose,  
Le 30/05/2024

d'Agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012-1122 du 16 octobre 2012 portant extension du périmètre de la Communauté d'Agglomération du Nord Basse-Terre ;

Vu les statuts de la CANBT ;

Vu le règlement de déchetterie ;

Vu le règlement de collecte ;

Considérant que la CANBT compétente dans la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés souhaite mettre en place la collecte séparée des articles de bricolage et jardinage thermique qui sont aujourd'hui ne sont pas censé être collecté en déchetterie et qui se retrouve en non-conformité dans la benne ferraille ;

Considérant que l'adhésion à l'éco-organisme ECOLOGIC agréé par l'Etat pour collecter les éco-participations relatifs à cette filière de la Responsabilité Elargie du Producteur permettrait à la CANBT d'être accompagnée et soutenu financièrement pour mettre en place la collecte séparée dans ses déchetteries et enlever cette part de déchets non conformes dans la benne ferraille ;

Considérant qu'en ce sens, la CANBT devra identifier une zone ABJ dans chacune de ses déchetteries où l'éco-organisme mettra à disposition un pal box ou un bac 660l pour le petit ABJ thermique ;

Considérant que le conventionnement entre ECOLOGIC et la CANBT permettra à la CANBT de solliciter les soutiens suivants :

	<b>CONTRAT 2022-2027</b>
Forfait fixe par déchetterie	600 €/ an / DCT
Zone de réemploi	
Communication	600 € pour la période d'agrément

Considérant le projet de Convention ;

Considérant l'avis favorable de la commission thématique du 14/05/2024 ;

Vu le rapport du Président de la Communauté d'Agglomération du Nord Basse-Terre ;

Et après en avoir délibéré :

Le conseil décide par scrutin :

- Nombre de membres en exercice : 42
- Nombre de membres présents au moment du vote : 25
- Nombre de suffrages exprimés : 27
- Nombre de voix pour : 27

**ARTICLE 1 :** D'approuver la présente convention ;

**ARTICLE 2 :** D'autoriser le Président à signer ladite convention

**ARTICLE 3 :** Le Président de la Communauté d'Agglomération du Nord Basse- Terre, le Directeur Général des Services et le Percepteur Communautaire, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

**POUR EXPEDITION CONFORME  
LE PRESIDENT**



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse-Terre (6 Rue Victor Hugues – 97100 Basse-Terre) ou d'un recours gracieux auprès de la communauté, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*